

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Les petits paysans à l'heure des élections européennes

Par Jean Quercy

**L'**ENTRÉE de l'Espagne dans le Marché commun. Dans le débat à propos des élections européennes c'est sûrement l'un des thèmes qui touche le plus les petits paysans. C'est aussi l'un des plus controversés et passionnés.

Simone Veil prône la mise en place rapide, nette et sans bavure, de l'élargissement sans restriction ni précaution aucune, de l'élargissement de l'Europe de neuf à douze. Elle a coutume de proclamer : « L'Europe est vraiment une chance pour l'agriculture française ».

Quand les viticulteurs du Languedoc, les petits et moyens paysans entendent cela, comment la colère ne les prendrait-elle pas ? En fait de chance, voilà des années et des années qu'ils se sont vus acculés à la ruine par milliers et par milliers.

Construction de l'Europe, ruine des petits paysans, c'est sur cette conjonction que s'appuie Marchais pour s'opposer à l'élargissement, comme s'il y avait un lien de cause à effet décisif entre ces deux phénomènes simultanés. Cette thèse, en restant à la surface des choses, fait l'économie d'une analyse en profondeur.

La ruine des petits et moyens paysans, réduits au sort de prolétaires n'ayant plus que leur force de travail à vendre est bien antérieure à l'Europe. Elle a suivi le cours du développement du capitalisme, s'accéléralant avec l'avènement du capitalisme monopoliste.

L'Europe n'est que le cadre dans lequel ce dernier se fraie un chemin pour affronter ses concurrents étrangers dont certains sont devenus supergrands.

Les gros propriétaires fonciers et les trusts agro-alimentaires ont pressé l'Europe verte, sa paysannerie laborieuse, comme un citron. Ceux de France se sont montrés particulièrement avides, adroits, et habiles dans l'art de drainer vers leurs coffres-forts et de faire couler à flot le pétrole vert dont s'enorgueillit Giscard. Ils ont su s'engraisser de la sueur des travailleurs de la terre et prospérer à leurs dépens en ouvrant les vannes de la concurrence européenne non sans avoir exigé de Bruxelles une riche dot.

Georges Marchais montre du doigt l'Europe. Nous disons que c'est avant tout, en priorité, et fondamentalement contre les trusts français et le pouvoir à qui ils ont confié la conduite de leurs affaires qu'il faut lutter.

Les mêmes qui ont appelé depuis des dizaines d'années à la reconversion des vignes en Languedoc veulent maintenant se servir de l'élargissement pour accélérer le mouvement en mettant en concurrence les paysans français avec les Espagnols. La reconversion à leur bénéfice, au détriment de la paysannerie laborieuse, le mécontentement suscité à l'égard des Espagnols : c'est tout profit pour eux, pour les classes dominantes dont le maître-mot est *diviser pour régner*.

Suite page 5

# Des libertés de plus en plus encadrées



Photo HF

A nouveau, le vendredi 1er juin, 7 inculpés du 23 mars comparaissent devant la Cour d'appel de Paris.

La veille, 3 000 personnes ont manifesté à Paris contre les inculpations du 23 mars et du 1er mai  
Voir page 3

Renault-Véhicules industriels (Limoges)

## Grève et occupation contre la réduction des salaires

**D**EPUIS le début de la semaine, les travailleurs de Renault-Véhicules Industriels à Limoges sont en grève avec occupation des locaux. Jeudi, au cours d'une assemblée tenue devant l'usine, la poursuite de la grève a été décidée.

La grève concerne essentiellement les ouvriers qui représentent environ la moitié des effectifs de l'usine. Les employés ne sont pratiquement pas engagés dans le mouvement et la direction cherche à les dresser contre les ouvriers. Elle mobilise également les cadres sur le thème : il faut sauver l'usine menacée par la grève.

Elle cherche également à présenter les ouvriers de RVI comme des privilégiés aux yeux des autres travailleurs de Limoges afin de les isoler. S'il est exact que les salaires des ouvriers de RVI sont supérieurs à ceux des autres usines de Limoges, c'est le

résultat des luttes menées par les ouvriers dans le passé. Pour l'année 1978, le pouvoir d'achat des ouvriers de RVI a baissé d'environ 6%. Les augmentations de salaire ont été loin de compenser la hausse du coût de la vie. C'est essentiellement pour cela que les ouvriers de RVI sont aujourd'hui en lutte. Ils savent que s'ils devaient laisser faire, progressivement leurs salaires seraient réduits au SMIC. Ils luttent non seulement pour leurs propres conditions mais aussi pour tous les ouvriers de Limoges. Traditionnellement, la SAVIEM, à Limoges, a été à l'avant-garde des luttes ouvrières. Dans un passé récent, ils se sont solidarisés avec les autres luttes qui ont eu dans la ville. Lors de la grève des postiers, ils avaient apporté une importante solidarité financière. Aujourd'hui l'unité de la classe ouvrière et la population de Limoges devra jouer à plein avec ceux de la

SAVIEM.

Solidarité financière notamment car certains ouvriers de la SAVIEM sont en grève depuis maintenant un mois et ne toucheront donc aucun salaire. Solidarité aussi en cas d'intervention policière. Les travailleurs de la SAVIEM n'excluent pas en effet l'éventualité d'une intervention policière dans les jours qui viennent.

La direction pourrait être tentée de faire poursuivre une partie de la production dans une autre de ses usines, à Annonay. Pour cela, elle aurait besoin de s'emparer de matériel dans l'usine de Limoges. L'idée d'un comité de grève commence à circuler parmi les travailleurs. Il apparaît en effet que de nombreux travailleurs non-syndiqués sont actuellement mobilisés dans l'action et participent aux piquets de grève et à l'occupation des locaux. Comment pourront-ils faire entendre leur voix ? Le problème

posé est celui de l'unité de tous les ouvriers en lutte, syndiqués et non-syndiqués ainsi que celui de la démocratie dans la grève. Ne risque-t-on pas de voir la démobilité s'installer si les décisions échappent aux ouvriers en lutte ? Les organisations syndicales ont, bien sûr, leur rôle à jouer mais il faut bien constater qu'elles ne représentent pas tous les ouvriers engagés dans l'action.

En même temps qu'à Limoges, et sans que cela ait été concerté, la grève avec occupation de locaux s'est également engagée à l'usine RVI de Blainville, à côté de Caen. Là-bas, comme à Lyon, la direction a recouru à la répression. Neuf travailleurs, syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués sont menacés de licenciement pour leur participation à la lutte. La nécessité s'impose de rechercher l'unité d'action entre Limoges et Blainville. Pierre BURNAND

## Elections européennes

**Espagne : sortie depuis 2 ans du fascisme**

Voir pages 4 et 5

LOIRE

Le conflit cher Ratti (teintures)

Un exemple des méthodes patronales actuelles

Ratti est en face des Bennes Marrel à Andrézieux-Boutheon. C'est une usine moderne. D'un côté, chez Marrel, des licenciements, des ateliers où il faut demander la clé pour sortir, de l'autre chez Ratti la répression antiouvrière et antisyndicale.

Au départ, le patron veut mettre trois jours à pied, pour faute professionnelle, quatre gars, dont deux délégués et deux candidats aux élections de délégué du personnel qui devaient se passer le 15 février. Cela se passe le 18 janvier. Il faut dire que chez Ratti, la CGT embête. En peu de temps, elle a arraché le 13e mois, le passage de 44 heures à 40 heures sans perte de salaire, 5 heures d'information syndicale payée, les salaires sont passés de 2 800 F à 3 200 F. Le patron paie 50 % de la mutuelle, prise de poste de 150 F, augmentation du budget du CE et on en passe.

Immédiatement, les gars débrayent. Le 19 janvier, 85 % du personnel bloquent les bureaux. La réunion avec la direction départementale du travail, le 24, ne donne rien. Aussi le 25 janvier, est installé le piquet de grève, le portail est enchaîné.

Le 27 janvier, la direction reçoit les grévistes au Novotel. Protégé par des gros bras joués par le cabinet d'avocat Bedonat, conseiller juridique de la CEDOZ. En bas, il y avait un certain Maître Cochet que l'on retrouve dans tous les mauvais coups qui ont lieu dans la région.

DES NERVIS DÉJÀ VUS

Les nervis, comme par hasard, ce sont les mêmes que ceux qui sont intervenus à Peugeot en 1969. Les grévistes refusent la proposition de la direction de suspendre deux mises à pied et de maintenir les deux autres.

Le 29 février, évacuation du piquet de grève par les flics en présence de l'huissier. Les grévistes, en réponse, bloquent l'autoroute de 11 h à 12 h. Le 30 janvier, ils manifestent à Andrézieux et à Saint-Etienne en voiture.

Le 31, pendant une réunion avec le sous-préfet et la direction départementale du travail, la direction admet que la mise à pied a déjà été largement effectuée et promet un accord qui stipule qu'il n'y aura pas de sanction.

Le jeudi 1er mars, la direction refuse de signer l'accord alors que les ouvriers ont voté la reprise. La réunion avec la direction départementale du travail ne donne rien. Aussi, le soir, les gars décident d'occuper, ce qui est appliqué immédiatement pendant la nuit. Habituel défilé de l'huissier le 2 mars. Réunion avec la mairie le 5. Evidemment, notre huissier est très lié avec le cabinet Bedonat.

Le 7, intervention des non-grévistes qui cassent les portes et font deux blessés. Deux heures après, les Marrel, câbleries, verreries de Veauche-Saint-Just Source Parot interviennent, ils sont environ 900. Dans la réunion du soir avec le sous-préfet, la direction ne veut rien entendre. Alors, les grévistes pénètrent dans l'usine et obligent le directeur à signer l'accord.

UN OBJECTIF : CASSER LA SECTION CGT

C'est donc une victoire à l'arraché, mais tout n'est pas fini. Peu après, la direction faisait une réunion dans l'entreprise pour appeler à voter blanc aux élections du délégué du personnel, elle faisait pression même pendant le vote. Au deuxième tour, des candidats libres se présentent, la maîtrise appelle à voter

contre la CGT. Le 5 mars, aux élections du CE se présentent, comme par hasard, des candidats autonomes. Le tribunal annule les élections.

Le 19 mars, au deuxième tour, des autonomes se présentent, appuyés par la CFTC, le vote est encore annulé. En avril, nouveau vote. La direction certifie qu'il manque 3 800 F dans la caisse du CE. Il faut dire que le CE est tenu par la CGT. La CFTC appelle à ne pas voter pour les candidats CGT. Actuellement, les chefs interdisent de parler aux délégués et sont sans arrêt derrière eux. Ceux qui ne rentrent pas au syndicat ont des augmentations individuelles. Il y a une prime antigève. Le patron ne convoque plus le CE. Pourquoi en est-on arrivé là ?

UNE SOLIDARITÉ INSUFFISANTE

Le soutien a eu lieu sur Andrézieux, il n'a pas été assez élargi. Il est difficile en ce moment de mener des luttes seuls. En plus, nos droits sont attaqués, c'est une riposte d'ensemble qui s'impose. Ce qui se dit dans le coin, c'est que si nous y passons, il y en aura d'autres.

Quel avenir pour la Loire ? Beaucoup d'usines ferment. A Andrézieux, il y a Marrel et Berliet qui sont menacés. A Berliet, il y a des primes de départ.

A BSN, ceux qui partent ne sont pas remplacés. Il faut des luttes d'ensemble. Chez Barriol, Gapière, Fouvignat, des autonomes se présentent aux élections. Les patrons veulent diviser les syndicats.

La situation chez Ratti ressemble à celle d'autres boîtes textiles. Depuis mars 1978, les patrons en profitent et portent des coups sérieux aux syndicats dans les petites et moyennes boîtes textiles. (D'autres articles seront publiés sur les boîtes de textile). Pour le moment, le soutien aux Bennes Marrel, à Rive-de-Gier, est important. C'est pourquoi nous invitons les travailleurs de Ratti à venir au meeting de soutien le 9 juin à Rive-de-Gier, Jardin des Plantes, avec des panneaux sur la lutte ou en faisant une intervention à la tribune.

Luttons contre la répression antiouvrière et antisyndicale. Tous ensemble et en même temps.

Correspondant HR avec un délégué CGT de chez Ratti.

MARREL - RIVE-DE-GIER

Restructuration dans la sidérurgie légère

Ça restructure aussi dans la sidérurgie légère. A Creusot-Loire, 728 licenciements annoncés il y a plusieurs mois chez Marrel Rive-de-Gier. Dans notre quotidien du 17 mai, un délégué CGT expliquait à notre correspondant les difficultés d'organiser la lutte. Voici aujourd'hui la discussion avec un délégué CFDT.

MARREL était le leader des tôles fortes. La boîte exportait aux USA et au Japon. Elle travaillait pour la navale, la pétrochimie et le nucléaire. Pour développer des produits longs, la direction a cherché des capitaux que seul l'étranger pou-

vait apporter. Le gouvernement s'y est opposé. Elle n'a pas pu obtenir non plus de terrain auprès des municipalités de Givors et de Péage-du-Roussillon. La famille Marrel vend la boîte (pour trois fois son prix) au groupe Renault. Pendant un moment, rien n'a changé. Il y a même eu

de petits investissements. En mars 1977, le PDG, De Jouffray, envoie des lettres individuelles pour répondre à un tract du syndicat. Il affirme qu'il n'est pas question d'arrêter les produits longs. Mais en juillet 1977, il en annonce l'arrêt... Entre 1974 et maintenant, il y a eu 1 200 suppressions d'emploi. Deux années de lutte et d'action. Une unité difficile à créer pour une action de tout le groupe, ce qui est la seule façon de gagner, la répression antiouvrière, les menaces de lock-out, la division entretenue par le patron. Actuellement, il ne reste sur la liste des licen-

Conférence de presse de la coordination des comités de soutien aux patriotes corses emprisonnés



La police française à l'œuvre en Corse

En Corse : le terrorisme de l'Etat français

Le jeudi 31 mai se tenait à Paris, dans les locaux et sous l'égide de la Ligue des droits de l'homme, une conférence de presse de la coordination des comités de soutien aux patriotes corses emprisonnés.

Le représentant de la Ligue des droits de l'homme, qui présidait cette conférence, a tout d'abord rappelé avec force que son organisation s'est toujours élevée contre cette juridiction d'exception qu'est la Cour de sûreté de l'Etat et qu'elle en demandait la dissolution.

Cela fait d'ailleurs six fois en trois ans que cette juridiction est utilisée contre les patriotes corses !

Il a ensuite dénoncé le caractère infamant d'un des deux principaux motifs d'inculpation. Il s'agit de l'accusation d'« association de malfaiteurs » qui est d'ailleurs très liée à la seconde, « atteinte à la sécurité du territoire ». Une telle accusation vise en fait tout mouvement nationaliste, autonomiste ou même régionaliste.

Les comités de soutien ont indiqué que selon leur conception, le soutien se faisait sans discrimination (qu'ils revendiquent ou non leur appartenance au FLNC). Que d'autre part, les emprisonnés étaient tous solidaires et qu'ils ne toléraient aucune différence.

Notre journal a fait part, à de nombreuses reprises, des agressions incessantes dont est victime dans les domaines vitaux (économique, linguistique, culturel...) le peuple corse de la part de l'Etat français et de ceux

qui en ont tenu successivement les rênes.

Il a été précisé que s'il n'y a pas d'université en Corse, alors qu'elle est promise depuis trois ans (mais selon le modèle français, pour renforcer l'assimilation du peuple corse), c'est que celle-ci, qui existait dans la période où la Corse a été indépendante, a été fermée depuis que la France a conquis l'île par les armes en 1769.

UN SEUIL INTOLÉRABLE

Rappelons que Serge Cacciari, toujours détenu depuis trois ans, en avait pris pour dix ans sans que la moindre preuve soit apportée contre lui.

Comme on vient de le voir avec l'arrestation de J. P. Santini, et celle un peu moins récente d'un certain nombre de membres des divers comités de soutien, tout ceux qui critiquent la politique du pouvoir en Corse sont amalgamés avec le FLNC. C'est-à-dire en clair qu'il s'agit d'une violation fondamentale du droit d'opinion.

Avec les dernières arrestations de la deuxième quinzaine de mai, il y a en fait une soixantaine d'inculpés corses. La moitié est actuellement en liberté provisoire, dont les trois derniers arrêtés : P. Beretti, M. Pani (qui est placé sous contrôle judiciaire), plus Georges Angey, arrêté dans la région parisienne. Certains feront partie de la première charrette de vingt-et-un accusés

dont le procès commencera le 14 juin.

Et ce ne sera qu'un début puisqu'il sera suivi de quatre ou cinq autres procès (avec même motif d'inculpation).

Si l'on veut faire une comparaison, soixante inculpés corses pour une population de 250 000 habitants dans l'île, cela équivaut à 13 000 personnes pour la France (55 millions d'habitants).

Sur les dernières arrestations (1), le représentant des comités de soutien a précisé :

« La région de Porto-Vecchio et le sud de la Corse ont été entièrement quadrillés. A Porto-Vecchio, toutes les maisons ont été perquisitionnées (pas seulement celles des personnes arrêtées). C'est une véritable occupation militaire ».

De plus, les interrogatoires auraient été musclés :

« Au siège de la PJ, à Ajaccio, on entendait les cris de douleur depuis la route avoisinante ! ».

Alors que la répression a franchi le seuil de l'intolérance, les dirigeants du PCF, qui aiment se présenter comme les meilleurs défenseurs des libertés, sont absents de toute action de soutien aux inculpés. Voilà où mène une position qui consiste à condamner « la violence d'où qu'elle vienne ».

Quel que soit le point de vue que l'on puisse avoir sur les méthodes du FLNC (2) (Voir encadré), une chose est certaine : le véritable coupable, c'est l'Etat français.

S. L.

(1) Voir HR No 1102

(2) Celui-ci a fait parvenir à la conférence de presse une déclaration sur les derniers attentats de Paris. Elle a été lue.

Les attentats de Paris

VINGT-DEUX attentats ont eu lieu à Paris dans la nuit du 30 au 31 mai, revendiqués par le FLNC. D'autres attentats se sont répétés la nuit suivante. La presse de droite comme de gauche condamne ces attentats. Le gouvernement en profite pour créer une atmosphère hostile aux Corses, à la veille des procès. Quant à nous, nous pensons que c'est aux Corses eux-mêmes d'apprécier ces actes. Nous l'avons dit à de nombreuses reprises, les violences accomplies par des minorités coupées des masses ne profitent pas à la juste cause poursuivie. C'est quand ils reçoivent l'approbation des masses que de tels actes ont un caractère légitimement révolutionnaire.

C'est au peuple corse, dont les revendications sont parfaitement légitimes, qu'il appartient avant tout d'en juger. Sans prendre parti entre les différentes formations qui le représentent, nous lui réaffirmons notre soutien internationaliste.

Correspondant HR avec un délégué CFDT de Marrel.

# DANS L'ACTUALITE

## Des libertés de plus en plus encadrées

**P**ARIS, jeudi soir, place de la Bastille, ça ne rate pas ! A chaque bouche de métro, ils sont là ; casques, boucliers, fusils, certains les manches relevées, agitant leur matraque, vous regardent d'un air soupçonneux ; ils vous font bien sentir qu'ils sont les maîtres, les CRS !

La manifestation est littéralement encadrée. En tête, au contact même du premier rang de manifestants, ils sont une centaine avec quatre de ces gros bus bleus. A l'arrière, même tableau. Tout au long du parcours, chaque rue transversale est barrée par les policiers, au contact même des manifestants.

C'est au milieu de cet en-

cadrement que deux à trois mille manifestants ont crié leur volonté de voir libérer les inculpés du 23 mars et du 1er Mai. L'UR-CFDT ouvrait la marche. Santé, assistance publique, Crédit lyonnais, les employés forment le gros des manifestants. Les cheminots sont là aussi. Sur la bannière des métaux et du bâtiment, des slogans mettent en avant l'unité des ouvriers français et immigrés. Derrière, les banderoles du PSU, du PCML, de la LCR.

Manifestation combative, ponctuée par les pétards qui éclatent sur les flics. Arrivée, place de la République, bien sûr toutes les issues sont bouclées, et c'est entre les policiers qu'il faut passer pour rentrer chez soi.

RB

## Les derniers procès du 23 mars ont lieu vendredi

**I**LS étaient trois mille hier à Paris de Bastille à République pour protester contre les condamnations arbitraires qui ont suivi la marche du 23 mars. Le 23 mars, c'était la marche des sidérurgistes sur Paris, avec les provocations que l'on sait : des policiers en civils ont été pris par les syndicalistes en train de casser les vitrines.

Puis, c'est la 23e Chambre correctionnelle qui est entrée dans la danse : vingt-sept peines de trois mois à un an de prison. Mais cela n'a pas suffi à Peyrefitte il a fait appel. Aujourd'hui, sept nouveaux inculpés passent en jugement, les sept derniers inculpés du 23 mars. Un 23 mars dont on n'a pas fini de parler.

Un élément nouveau vient sérieusement compromettre les condamnations arbitraires. Ce sont les aveux du brigadier Kayser, du commissariat du 9e arrondissement. Son rapport est à l'origine des condamnations. Il avoue qu'il l'a rédigé un peu vite et qu'il y a donc de ce fait certaines confusions !

Voilà qui montre bien l'arbitraire des condamnations. Deux mineurs, Grunberg et Sacl, ont déjà été

mis en liberté provisoire en attendant d'être jugés.

La campagne autour de ces rapports de police s'amplifie dans la presse. Il faut dire que nous assistons à une offensive des patrons et du pouvoir pour restreindre les libertés démocratiques et les possibilités de riposte de la classe ouvrière.

C'est Giscard lui-même qui limite le droit de manifestation, c'est ensuite un décret sur le droit d'affichage. Hier, Peyrefitte entamait le 21e procès de Libération.

Ce n'est pas fini, il y a deux jours, Bonnet faisait voter au Parlement une loi légalisant la détention arbitraire et l'expulsion des travailleurs immigrés.

Parallèlement, les mesures de répression et d'intimidation se multiplient. Ce sont des attentats contre des militants syndicaux (contre Maurice Lourdez à Paris). Ce sont des tortures contre Annick Chapellère à Caen, à Fréjus, un jeune était blessé d'une balle dans la tête, par un flic, Bourges menace de poursuites judiciaires les travailleurs de l'arsenal de Cherbourg. Tandis que les patrons licencient et mettent à pied les délégués syndicaux, Bonnet,

## Suspension de la section CFDT d'Usinor -Dunkerque Les démolisseurs du syndicat continuent leur entreprise

**O**N se souvient de la suspension, le 30 mars dernier, de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque par le syndicat des métaux de Dunkerque. Il s'agissait d'un véritable coup bas contre les sidérurgistes en pleine grève contre Usinor. Malgré le prétexte de « problèmes financiers », c'est bel et bien au nom de leur politique de recentrage que les dirigeants de la FGM procédaient à cette « épuration ».

Une assemblée générale

des adhérents CFDT d'Usinor-Dunkerque devait trancher en définitive ce différend au sein du syndicat. L'assemblée s'est tenue les 29 et 30 mai. Elle a consacré d'une part le désaveu massif des militants d'Usinor-Dunkerque à l'égard des orientations et pratiques des dirigeants de la Fédération métaux - désaveu sanctionné par un vote de 51 contre 29. L'assemblée générale organisée par le syndicat a été un modèle de manœuvre et d'antidémocratie. Les suspendus n'ont

eu droit qu'à un quart d'heure pour s'exprimer tandis que les différents porte-parole (locaux, régionaux, nationaux) de la Fédération ont cumulé plus d'une heure et demie...

L'élection du nouveau conseil syndical qui était l'enjeu de l'assemblée générale s'est effectuée tandis que douze des suspendus, dont Claude Bernard, étaient interdits de candidature par un décret de la Fédération. C'est Granger lui-même, le successeur de Chêrèque à la direction de

la FGM, qui a dirigé cette sinistre opération. Il poursuit activement l'entreprise commencée il y a deux mois par Chêrèque : la démolition du syndicat. C'est d'ailleurs le sens de l'appel qu'ont à nouveau lancé les suspendus : poursuivre la lutte pour une CFDT de classe et démocratique que d'autres s'acharnent à détruire au nom du recentrage. (Nous publierons un compte-rendu détaillé de cette assemblée générale dans notre prochaine édition).

### Suite de la grève des mains coupées à Guillaouard (Nantes)

## Répression et riposte des travailleurs

Nantes correspondant

**L**A métallurgie nantaise, c'est aussi Guillaouard, usine produisant entre autres passe-légumes et lampes-tempêtes. Les salaires sont de misère, les conditions de travail moyenâgeuses... et les rendements.

Jeudi 17 mai, c'est encore un accident. Patricia, 22 ans, a la main broyée par une presse. Aussitôt,

lance ses flics sur les piquets de grève, contre les travailleurs immigrés de la Sonacotra.

Les patrons voudraient avoir les mains libres pour restructurer, licencier les travailleurs et libérer les prix.

Ils ont peur de la lutte des travailleurs. Déjà, la riposte unie des sidérurgistes de Longwy a permis la relaxation des cinq inculpés du 18 mai. La riposte doit se poursuivre et s'amplifier. Elle est étroitement liée à la lutte contre les licenciements.

Léon CLADEL

c'est la grève totale. Les revendications : suppression du travail au rendement, extension des droits des travailleurs sur la sécurité (conseil d'ateliers sous la responsabilité syndicale).

Au 8e jour de grève, au risque de voir le mouvement s'effriter, le travail reprend dans l'unité. L'inspection du travail fait sept presses.

Pendant la grève, le syndicat et la direction provisoire déclarent « Partager l'émotion des ouvrières et des ouvriers de chez Guillaouard... Quelques jours plus tard, c'est le coup de poignard dans le dos : deux mises à pied de trois jours à deux militants syndicaux, licenciement de deux délégués CGT et CFDT avec mise à pied indéterminée !

Seulement, les gens de Guillaouard ne sont pas prêts à laisser leurs délégués se faire mettre à la porte comme des malpropres par des gens qui se remplissent les poches au prix de leur sang. Ils ont décidé de manifester leur exigence de lever les menaces de sanction. Tous les jours, des

débrayages ont lieu jusqu'à la réintégration des deux camarades.

Aujourd'hui, mercredi, les deux délégués étaient « entendus » par la direction. Au même moment, les travailleurs arrêtaient les machines. C'est l'ensemble de la métallurgie nantaise qui va montrer aux patrons de Guillaouard de quel bois elle se chauffe. Jeudi la CGT et la CFDT appellent à débrayer dans toutes les boîtes

de la métallurgie. La mobilisation doit déboucher sur une grève de toute la métallurgie nantaise prévue pour le jeudi 7 juin, jour où se réunit le comité d'entreprise de Guillaouard.

Tous les travailleurs sont concernés par cette attaque du patronat contre les travailleurs et leurs organisations syndicales car si leur mauvais coup réussit chez Guillaouard, ils recommenceront ailleurs.



L'usine Guillaouard pendant la grève

Photo HR

### Journée nationale des arsenaux

## « On ne lâchera jamais les acquis de 30 ans de lutte »

Bretagne, correspondant.

**A** NOUVEAU, les ouvriers des arsenaux sont repartis au combat contre un pouvoir qui s'attaque en particulier à leurs conditions de salaires.

La très grande majorité des ouvriers d'Etat était en grève jeudi pour exiger le res-

pect des décrets qui régissent leur statut. Ces décrets, arrachés par une lutte très dure en 1951, spécifient en particulier que leur salaire doit suivre celui des métaux parisiens.

Depuis bientôt trois ans ce n'est plus le cas. Bourges, ministre de la défense et par le fait même leur patron, a décidé d'en suspendre l'application « dans l'at-

tente d'un rétablissement économique ».

Paris, Metz, Bordeaux, Roanne, Toulouse, Toulon : plusieurs rassemblements se sont tenus dans l'unité syndicale (CGT, CFDT mais aussi FO et CFTC). A Dinard, ville dont Yvon Bourges est maire, se sont rassemblés environ 2 500 travailleurs, venus des arsenaux de Brest, Lorient, Cher-

bourg, Indret et Rennes. A noter, en particulier, le fait que les CRS ont chargé la manifestation. A croire que Bourges a choisi la provocation plutôt que la négociation.

Nous reviendrons plus longuement sur cette lutte dans une prochaine édition. Y.D.

### Contre un meeting de l'eurodroite

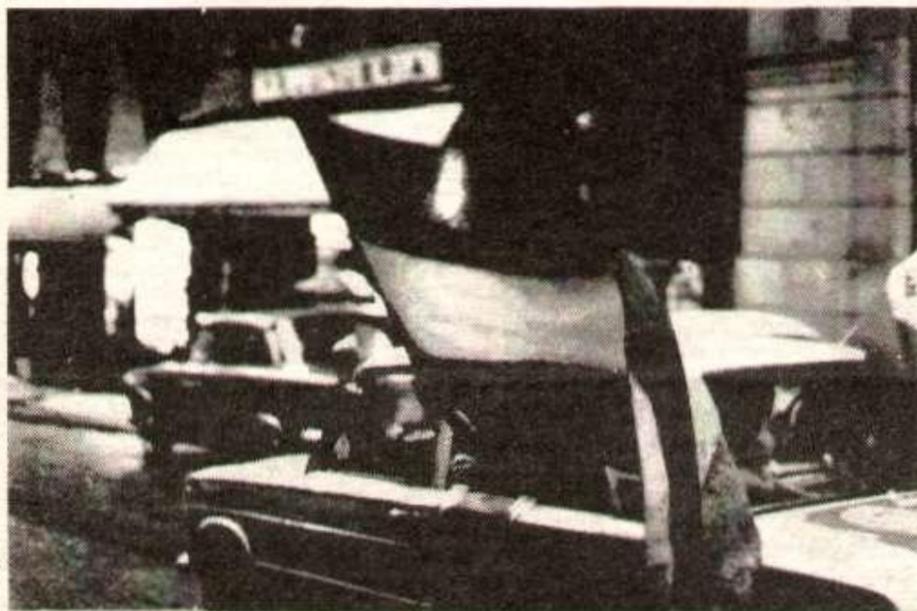
## 2 000 antifascistes manifestent à Rouen

**E**NVIRON 2 000 manifestants ont répondu à l'appel de plusieurs organisations dont des organisations de travailleurs immigrés et le PCML, jeudi 31 mai à Rouen en riposte à la tenue d'un meeting d'Eurodroite de Tixier-Vignancourt. Cette manifestation qui tombait en même temps que le vote de la loi Bonnet a été l'occasion de réaffirmer la solidarité des travailleurs français et immigrés. Tout au long du parcours, plusieurs mots d'ordre étaient scandés qui exigeaient l'interdiction du meeting fasciste à Rouen et aussi demandaient l'abrogation des mesures Bonnet et Stoléru, d'autres mots d'ordre insistaient sur la nécessité de la solidarité entre les travailleurs français et immigrés : « Français-immigrés, égalité des droits ». La délégation qui est allée porter un communiqué au journal *Paris-Normandie* a été éconduite... Ce journal est le seul de la région à ne pas avoir fait mention des tortures subies à Caen par une militante de l'OCT.



L'HUMANITE ROUGE - Samedi 2, dimanche 3 et lundi 4 juin 1979

# Espagne : sortie depuis 2 ans du fascisme



Elections à Madrid en juin 1977. Le drapeau républicain la nuit.



Meeting de l'ORT - Les marxistes-léninistes espagnols (ORT et PTE) ont engagé la lutte pour que le fascisme ne relève pas la tête

1977 : L'Espagne sort de quarante années de fascisme. La lutte des travailleurs, la volonté de la bourgeoisie dominante de sortir de l'isolement, pour s'intégrer au sein de l'Europe, ont permis ce retour à la démocratie.

Une démocratie encore bien fragile ainsi qu'en témoigne la recrudescence d'activité des fascistes qui n'hésitent pas à assassiner les militants progressistes.

Face à ce danger, que font les différentes forces politiques ? L'Union du centre démocratique, autrement dit le gouvernement, est le principal responsable de cette situation. En faisant agir les fascistes, en ne réprimant aucune de leurs exactions, en permettant aux anciens piliers de Franco de rester à leurs postes au sein de l'administration, de la justice, de l'armée et de la police, le gouvernement a permis aux fascistes de recomposer leurs forces. Les dernières élections législatives se sont traduites par une plus forte représentation de la droite au Parlement et par une alliance de l'UCD avec la « Coalition démocratique », représentant de la droite réactionnaire.

Face à la droite, une gauche désunie. Le PCE, parti révisionniste par excellence, s'est illustré par une alliance avec le gouvernement au sein d'un Pacte social qui a eu pour conséquence un accroissement du nombre de chômeurs et une tentative de muselage de la classe ou-

vrière. Ce pacte avait été également signé par le PSOE.

Lors de son congrès qui s'est tenu il y a quelques jours, une grave crise interne a éclaté au sein du PSOE - Gonzales, l'ex-dirigeant, a été mis en minorité, critiqué pour avoir mené une politique jugée trop à droite par la majorité des délégués. Les nouveaux leaders semblent vouloir s'orienter vers une alliance plus étroite avec le PCE.

Face au danger fasciste, ces deux organisations de gauche ont eu une position commune : celle de ne rien faire sinon émettre quelques protestations verbales. Pas question pour eux de

mobiliser le peuple pour le maintien et le renforcement de cette nouvelle démocratie toujours menacée.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes ont décidé de se lancer dans cette bataille. En effet, les deux partis qui se sont engagés dans un processus d'unification depuis le mois de mars, processus qui doit aboutir le 1er juillet prochain à une unification organisationnelle, ont décidé de prendre en main cette tâche et de profiter de l'accroissement de leur influence pour mobiliser le peuple et engager une lutte véritable pour empêcher que l'Espagne ne retombe sous la coupe d'un nouveau Franco.

Evelyne LE GUEN.

## Un paysan espagnol s'adresse aux travailleurs français des campagnes et des villes

Jésus Casajus est un petit paysan espagnol. En fait, sa toute petite exploitation, près de Tudela, dans le nord de l'Espagne, est loin de lui permettre de vivre. Alors, il s'embauche comme journalier, comme ouvrier agricole.

Militant syndical de longue date, il est aujourd'hui Secrétaire du syndicat de Navarre des ouvriers agricoles et, aux dernières élections, il a été élu membre du Parlement provincial de Navarre.

Lors du meeting sur l'Europe du 21<sup>er</sup> mai à Paris, il s'adressait au nom des petits paysans et des ouvriers agricoles espagnols aux travailleurs des villes et des campagnes de France. Nous reproduisons ici une partie de son discours dans lesquelles il parle de la vie et des luttes des paysans d'Espagne, ainsi que de la manière dont se pose, pour lui, la question du Marché commun.

**J**E voudrais rapidement vous dire quelle est la lutte des ouvriers de la campagne et des petits paysans espagnols, quels sont les problèmes de ceux qui travaillent la terre. Nous voulons continuer à travailler la terre mais, pour cela, il nous faut avoir une main au travail et l'autre à la lutte. Et cela afin que les grands capitalistes ne nous volent pas les fruits de notre sueur.

En Espagne, chaque année, quelque 90 000 personnes sont contraintes à abandonner l'agriculture. Ce sont des ouvriers agricoles qui ne trouvent du travail que pour trois ou quatre mois par an, des petits paysans qui se voient obligés de s'en aller vers les grandes villes pour mendier un travail qu'il est souvent bien difficile de trouver. Et, dans le même temps, des centaines de milliers d'hectares ne sont pas cul-

tivées ou ne le sont pas de manière adéquate. A cause de la spéculation sur la terre, il est impossible pour les petits paysans d'agrandir leur exploitation pour pouvoir y vivre normalement.

Il y a de plus, les prix des produits agricoles qui couvrent à peine les coûts d'exploitation, les aides de l'Etat étant réservées à ceux qui possèdent des exploitations plus grandes, celles que le gouvernement considère comme « viables ». Quant aux crédits, ils sont chaque fois plus chers et il est très difficile aux petits paysans d'en obtenir.

Il existe bien quelques petites coopératives dans lesquelles, du fait de leur taille, les agriculteurs ont une réelle participation aux décisions, mais le capital fait tout ce qu'il peut pour les faire disparaître, tout comme il l'a déjà fait, dans d'autres pays européens. Ce qu'il veut développer, c'est un coopérativisme géant dans lequel les membres sont totalement coupés des centres de décision. En fait,

Suite page 5

	Quelques chiffres	
	ESPAGNE	FRANCE
Population	36 millions	53 millions
Densité de population	71 hab/km <sup>2</sup>	96 hab/km <sup>2</sup>
Terres cultivées	41,2 %	34,3 %
Densité agricole	7,9 ha/hab.	7,7 ha/hab.
Répartition de la population active :		
Agriculture	21,5 %	10,8 %
Industrie	37,1 %	38,1 %
Tertiaire	41,4 %	51,1 %

## Se dégager de la dépendance américaine

**L'**ENTREE de l'Espagne dans le Marché commun : un sujet qui fait couler beaucoup d'encre en France. En Espagne, au contraire, tous les partis politiques se sont prononcés favorablement à l'intégration de leur pays dans la Communauté européenne, qui apparaît comme un moyen de sortir de la tutelle américaine.

En effet, et c'est là l'une de ses caractéristiques importantes, l'économie espagnole est très dépendante des USA. Car, s'il est vrai que l'Espagne a connu un développement considérable au cours des années 1960, celui-ci s'est fait au dépend de l'indépendance.

Ce « décollage » n'a toute-

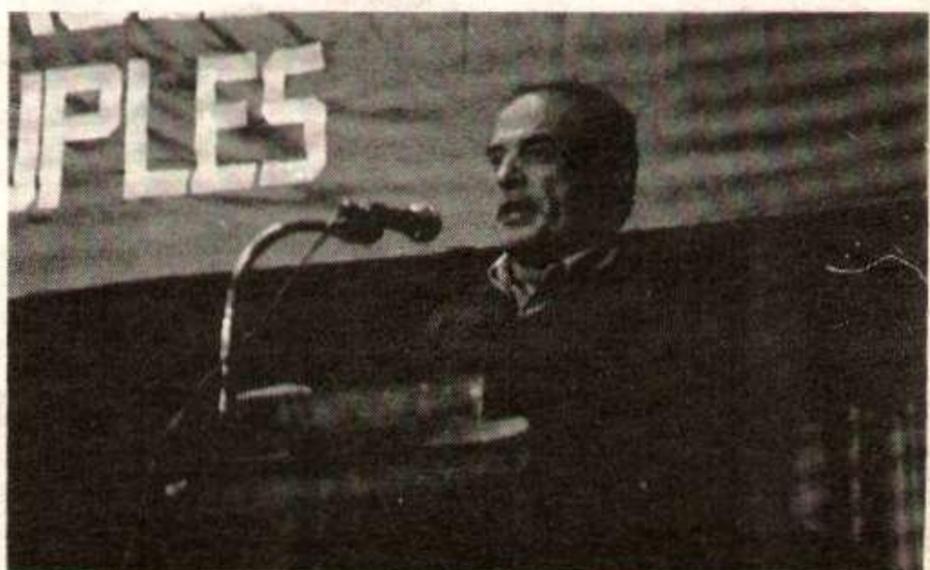
fois pas permis à l'Espagne de se hisser au niveau des autres pays européens : le Produit national brut par habitant n'atteignait en 1976 que 15 740 F contre 35 000 F en France. Par contre, elle a ressenti aussi vivement que les autres, si ce n'est davantage, la crise économique qui ébranle le monde capitaliste.

Cette crise, elle se manifeste notamment par un taux d'inflation qui, bien qu'il tende à baisser, tourne toujours autour de 20 %. Les salaires ne suivent pas, réduisant ainsi un niveau de vie déjà inférieur au nôtre sur bien des points de vue.

Mais le plus grave est assurément le chômage qui touche aujourd'hui plus d'un million de personnes. Il est ressenti d'autant plus dure-

ment que seul un chômeur sur trois, touche des indemnités. Comme en France, ce sont les jeunes et les femmes qui font plus particulièrement les frais du chômage (la moitié des chômeurs ont moins de 25 ans).

Autre caractéristique de l'Espagne : la grande disparité régionale. Le développement économique des années 1960 s'est concentré autour de quelques régions ou zones géographiques : Pays Basque, Catalogne, Madrid et quelques centres industriels disséminés. A l'inverse, dans certaines régions comme l'Andalousie et l'Estramadoure, la pauvreté atteint le seuil de la misère.



Jean Casarus, un petit paysan espagnol, lors du meeting sur l'Europe organisé le 20 mai à Paris par le PCRM et le PCML



Suite de la page 4

ce système n'a de commun avec le coopérativisme que le nom.

Pour bien comprendre les secteurs multiples dans lesquels les paysans se voient obligés de lutter, il faut connaître nos conditions de vie à la campagne, le manque d'un service sanitaire minimum, le manque d'écoles, des communications très mauvaises, et même, dans certains petits villages, pas d'électricité.

Parce que ce n'est pas du gouvernement que vont venir les solutions. Ces solutions, elles passent par le chemin de l'unité, de l'unité du peuple.

Cette unité, les paysans espagnols en ont fait preuve à de nombreuses reprises, dans de nombreuses luttes agricoles :

- En mars 1977, quand 200 000 paysans descendirent dans la rue ;

- En novembre 1977, quand ils furent 100 000 à monter aux capitales de province pour manifester leur opposition au pacte social, le Pacte de la Moncloa ;

- En janvier 1978, quand ils occupèrent les chambres d'agriculture de nombreuses provinces...

Cette unité, elle se traduit aussi au niveau de secteurs précis, comme par exemple, les producteurs d'asperges de la Ribeira del Ebro, les paysans de Cadreita qui s'unirent pour lutter contre la mainmise de la Duchesse d'Albuquerque sur les terres où les paysans de Burgos lorsqu'ils furent attaqués à coups de fusil par les grands propriétaires fonciers parce qu'ils réclamaient la terre que ceux-ci leur avaient volée.

Elle est comme cela, notre lutte, une lutte pour la terre, pour des prix plus justes pour nos produits, pour que le processus de transformation et de commercialisation de nos produits reste entre nos mains, une lutte pour avoir de meilleures conditions d'habitat, d'électricité, de culture et d'éducation, des communications et des hôpitaux pour nos villages.

Cette lutte, nous devons la mener, tout comme les petits paysans français, contre les monopoles capitalistes qui vraiment boivent notre sang.

Notre lutte et leur lutte sont les mêmes, elles ont un objectif commun et nous devons nous soutenir mutuellement.

Il y a des gens, cependant, comme le PCF, qui prétendent nous opposer paysans français contre paysans espagnols. Les problèmes réels qui existent sont, pour eux, une excuse sur laquelle ils fondent leur travail pour diviser les tra-

vailleurs en lutte contre l'exploitation.

Les paysans et les ouvriers espagnols veulent que l'Espagne entre dans le Marché commun, mais ils sont tout à fait conscients que cela n'est pas la panacée qui résoudra tous leurs problèmes, comme les monopoles capitalistes voudraient nous le faire croire. Ils sont conscients, aussi, que cette entrée va rendre plus aigus des problèmes pour les agriculteurs et éleveurs espagnols, français et aussi d'autres pays.

Aujourd'hui, alors que l'Espagne n'est pas encore dans la CEE, les grands capitalistes utilisent déjà la plus grande compétitivité de quelques produits européens pour viser, dans notre pays à une réforme des structures agraires qui entraînerait la disparition de centaines de milliers de petits paysans. Pour vous donner un exemple concret, c'est le cas de milliers de petits éleveurs de Galice, d'Asturie et de Cantabrie. Vous connaissez déjà le problème des excédents de lait en Europe, la « montagne blanche » comme on l'appelle. Alors, le gouvernement refuse de limiter la marge bénéficiaire dont disposent les centrales laitières et de garantir aux petits éleveurs un prix qui puisse au moins couvrir les coûts de production. Il utilise pour cela le fait qu'en Europe, la production laitière est meilleur marché.

Nous, les paysans, nous voulons qu'à l'incorporation de la CEE, on se rende compte de nos intérêts, des intérêts de tout le peuple, et, pour cela, nous devons faire face aux mêmes ennemis que nos camarades de France, d'Italie, d'Allemagne et des autres pays.

Les problèmes qui se présentent, nous devons les résoudre de façon solidaire et de façon à ce que nos intérêts à tous soient sauvegardés. Et nos intérêts, les intérêts des petits paysans, nous pourrions les défendre beaucoup mieux si nous nous unissons. Celui qui tente d'opposer les paysans de France à ceux d'autres pays d'Europe, ce qu'il fait, en réalité, c'est empêcher que l'on puisse résoudre les problèmes de façon satisfaisante pour ceux qui travaillent la terre.

Pour que l'avance de la construction de l'unité européenne soit aussi une avance dans l'unité des ouvriers et des paysans et une avancée pour la lutte que nous menons contre toute exploitation, je dis « Vive l'unité des ouvriers et des paysans de toute l'Europe ».

## Les petits paysans à l'heure des élections européennes

par Jean Quercy

(Suite de la page une)

C'est contre ces trusts et le gouvernement Giscard-Barre, petits paysans du Languedoc et des autres régions de France, que nous vous appelons à lutter pour préserver vos intérêts immédiats, votre gain-pain, pour vivre et travailler au pays. Cette lutte fait partie intégrante du combat d'ensemble que mènent le prolétariat et tout le peuple travailleur contre le capitalisme qui règne en maître sur le pays. A l'échelle de l'Europe, c'est aussi l'unité anticapitaliste, celle des peuples européens qu'il est indispensable d'opposer à la politique commune des bourgeoisies européennes, en rejetant toute politique chauvine à l'égard des Espagnols comme des Allemands.

Au-delà de l'Europe, il faut aussi discerner les dangers qui nous menacent et auxquels l'unité européenne oppose un obstacle sérieux. Cet obstacle réside avant tout dans l'unité des peuples mais aussi dans l'union des pays européens qu'il serait faux et dangereux de sous-estimer à ce sujet. Une France

repliée sur elle-même, quelle faible proie pour les superpuissances qui se disputent l'Europe, pour l'URSS avide de l'avaler bouchée par bouchée.

C'est pourquoi nous vous appelons à prendre en compte les deux côtés de la construction européenne. Nous vous appelons à lutter contre les gros propriétaires, les trusts et Giscard, seul moyen efficace pour faire face aux tentatives de liquidation. Nous vous appelons à l'unité anticapitaliste avec les autres peuples d'Europe. Nous vous demandons aussi de réfléchir au rôle que peut et doit jouer l'unité européenne, avant tout l'unité des peuples, également celle des pays, pour maintenir la paix et faire reculer les fauteurs de guerre. Nous aurions sollicité vos suffrages. Endettés comme vous-mêmes, nous n'avons pu présenter de liste. Aucune autre ne combat franchement contre les exploiters et pour la paix. Nous vous appelons donc à voter avec nous, blanc ou nul.



SAINT-CYR-EN-VAL (REGION D'ORLEANS)

### La terre à ceux qui la travaillent !

Correspondant Orléans

A SAINT-CYR-EN-VAL, petite commune proche d'Orléans, était organisée une journée « portes ouvertes » à la ferme des Galveaux. Depuis dix ans, la famille Grammatico loue et travaille aux Galveaux. Ils ont péniblement réussi à avoir un peu de biens : 250 brebis, quelques porcs, un peu de matériel, un tracteur, et voilà que le nouveau propriétaire, le PDG d'Entrepose, tristement connu pour avoir licencié seize délégués et militants CGT sur le chantier de la centrale de Dompierre-en-Burly veut expulser les Grammatico pour transformer probablement cette ferme en résidence pour chasseurs millionnaires comme il y en a tant en Sologne. Le château qui se

trouve en face lui appartient déjà.

Une expertise est faite par le PDG. Résultat : l'expulsion doit être faite car la ferme ne serait pas viable, pas entretenue. Une autre expertise démontre le contraire. Mais, comme la justice est du côté de ceux qui ont le pouvoir et le fric, le jugement d'expulsion est décidé.

Les Grammatico font appel à la FDSEA. Or, celle-ci leur demande d'abord 1 500 F pour payer l'avocat qui leur dit qu'il ne peut rien faire !

Ils s'adressent donc au MODEF qui les soutient plus concrètement. Ils ont obtenu en référé un délai de six mois qui expire le 5 juin. Passé ce délai, c'est l'expulsion : « C'est notre métier, on a trimé pour ça, on a remis en état la ferme, on ne va pas se laisser expulser, on ne partira pas » nous dit Jérôme Grammatico.

Le soutien de la part d'autres agriculteurs ou petits exploitants est faible car les exploitations sont éparpillées.

Il faut soutenir les Grammatico et empêcher l'expulsion. Le soutien qu'ils attendent, c'est de passer les voir afin qu'il y ait toujours du monde sinon les policiers en profiteront pour accomplir leur sale besogne.

Le 5 juin, il faut qu'il y ait le maximum de personnes pour empêcher de jeter à la rue un couple ainsi que deux enfants en bas âge et une personne âgée.

Grammatico Les Galveaux - rue des Ormes, Saint-Cyr-en-Val



Journée « porte ouverte » à la ferme des Galveaux, le samedi 19 mai



L'entrée de la propriété du PDG d'Entrepose qui veut expulser la famille Grammatico

### BASSE-NORMANDIE

## Débrayages dans le trust agro-alimentaire Claudel

Basse-Normandie Correspondant

Le 21 mai, le personnel de l'usine Claudel de Pont-Hébert, près de St-Lo a débrayé deux heures. Des débrayages identiques ont eu lieu dans les autres usines du groupe situées à Villedieu, Isigny, Chef-du-Pont et Fougerolles. Mercredi matin, une assemblée générale du personnel des différentes usines a eu lieu. C'est là que la suite à donner au mouvement aura été discutée. Un point important à prendre en compte dans cette lutte sera l'unité ouvriers-paysans.

En effet, pour le moment, le ramassage du lait est encore assuré, seul le personnel de production étant en lutte. Mais l'action risque de se durcir si les travailleurs n'obtiennent pas satisfaction sur les revendications suivantes : 100 F d'augmentation tout de suite, mise en application immédiate des mesures prévues pour décembre (réduction de l'horaire de quarante et une heures à quarante heures), augmentation de 10 F du salaire de base, versement de 50 F. (A suivre).

### Prolétariat



UN NUMÉRO CONSACRÉ A L'EUROPE

Abonnez-vous : 1 an, 52 F. Soutien, 80 F. Prolétariat : BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 213089 H Marseille.



PATURAL (HAYANGE)

# Les fondeurs ont impressionné la Sollac

Lorraine, correspondant,

EN grève depuis le 17 mai, les fondeurs de Patural (Hayange) ont repris le travail le 28. Après avoir été cités en référé, sommés de dégager la voie ferrée et même agressés par des commandos de cadres de Sollac, ils ont examiné le 23 mai les résultats d'une première négociation.

Manifestement, la direction avait lâché un peu de lest dans la crainte d'un élargissement de la lutte qui aurait entraîné un conflit du type Solmer... Mais les fondeurs, dont la combativité était intacte, ont décidé de poursuivre la lutte.

Il faudra de nouvelles négociations pour aboutir à la reprise du travail cinq jours plus tard. Que faut-il retenir de ce conflit ouvert par surprise sur un maillon des usines de Sollac où la direction se croyait à l'abri de tout risque ?

Tout le monde a pu observer l'importance accordée par le PCF à ce conflit. Pour le PCF, la lutte des fondeurs permettait d'embrayer contre les importations d'acier allemand et les dirigeants de ce parti ne s'en sont pas privés. La fédération PCF précise le 27 mai : « Les travailleurs occupaient la voie ferrée pour empêcher le passage des trains de fonte et de brames venant de RFA ». Le 26 mai, les élus du PCF de Thionville avaient ouvert le bal « en empêchant l'arrivée de la fonte venant de RFA, les grévistes défendent avec courage la sidérurgie lorraine mais aussi l'intérêt national ». La réalité est plus simple : les fondeurs s'opposaient à toute entrée de fonte d'où qu'elle vienne, et elle pouvait venir d'à côté, d'Uckange ou d'ailleurs dans un rayon de 20 kilomètres.

La combativité des fondeurs, qui sont presque tous des travailleurs immigrés, n'était guère entamée à la reprise du travail et le soutien syndical ne leur a pas manqué, de la CGT d'abord, fortement implantée aux hauts fourneaux, et de la CFDT, des secteurs aciérie et laminiers. Cette combativité des travailleurs immigrés n'est pas une surprise : elle mérite toute de même d'être rappelée.

Le bilan est-il positif ? Si l'on s'en tient aux revendications, le résultat est jugé insuffisant par ceux qui auraient voulu poursuivre la lutte. Les

patrons ont lâché sur des points secondaires, ont donné des réponses évasives, ils n'ont rien lâché sur les revendications principales. En revanche, des sanctions ont été levées ou atténuées. Le délégué CGT ne sera pas licencié. Mais la direction entend poursuivre de nombreux travailleurs devant les tribunaux et l'idée d'une reprise de la lutte a été évoquée en cas de répression à retardement.

Ce qui domine chez les fondeurs, c'est l'idée d'avoir décroché quelque chose alors que l'on dit que les patrons ne lâchent plus rien. C'est aussi le sentiment de ne pas avoir été écrasés et d'avoir bien tenu ensemble. Les forces sont intactes, c'est un des aspects positifs.

## SOURCES PERRIER - VERGESE

### Après les négociations, rien n'est réglé

JEUDEI 31 mai, s'est tenue l'assemblée générale des travailleurs de La Source, à laquelle assistaient une trentaine de travailleurs de la Verrerie du Languedoc. Ils étaient bien un millier sur le carreau de l'usine pour connaître les résultats des négociations qui se sont tenues au niveau de tout le trust, le mercredi 30 mai.

- Voici les résultats :
- Au niveau des salaires, la direction accorde 35 % sur la constatation de la variation des indices. C'est-à-dire 3,5 % par anticipation sur les augmentations à venir dans le cadre du plan Barre.
  - Le salaire d'embauche minimum est porté de 2 800 F à 2 900 F brut.
  - Sur les 35 heures sans perte de salaire, refus total de la direction qui se retranche sur les négociations sur le plan national ;
  - Congés payés 27 jours ouvrés pour tout le monde, ce qui donne deux jours de plus pour ceux qui ont entre un an et trois ans d'ancienneté, un jour de plus pour ceux qui ont plus de trois ans d'ancienneté ;
  - La franchise maladie a été ramenée à 21 jours au lieu de 30 jours ; avant toute maladie de moins de 30 jours, vous vous voyiez perdre les trois premiers jours, c'est donc 9 jours de gagnés ;

- L'harmonisation des statuts entre mensuels et journaliers. Refus de la direction.

C'est par de nombreuses huées que beaucoup de travailleurs ont accueilli ces résultats, les jugeant insuffisants. Il faut dire qu'à Perrier, la combativité est grande.

Comme devait le souligner dans l'intervention commune CFDT, CGT, le délégué CGT : « Si on doit prolonger la lutte, il faut mettre des forces supplémentaires dans notre balance, en avons-nous les moyens ? C'est ce que nous devons examiner lors de la prochaine coordination qui doit se tenir au niveau du trust fin juin à Paris ». Ensuite, auront donc lieu les réunions d'information par entreprise pour analyser la situation et prendre des décisions. Ainsi, à Perrier, rien n'est réglé, les travailleurs restent mobilisés.

## Les communaux de Quimper en grève

QUIMPER, il y a un maire qui s'appelle Marc Becam. Il est secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales. Courant avril, les agents communaux ont fait des débrayages pour leurs revendications.

Les plus importantes portaient sur les femmes de service des écoles maternelles et la création d'une commission du personnel pour lutter contre le recrutement par copinage.

Le travail avait repris, mais le mécontentement s'était renforcé. Marc Becam a sous ses ordres un dénommé Fraga qui est du genre patron de choc.

Il a licencié une rédactrice stagiaire le 11 mai, muté un agent sans préavis, une autre rédactrice est mutée aussi brutalement.

Ces deux agents mutés sont membres du bureau CGT et CFDT. Aussitôt, les communaux se mettent en grève. La grève est très largement suivie, y compris par les personnels des cantines, crèches, aides-ménagères.

Becam refuse de négocier sous la « pression ». Le 16 mai, une première négociation aboutissait à la réintégration de l'agent licenciée. Cette mesure a encouragé le personnel à continuer la grève.

L'unité est grande entre tous et un gréviste a fait remarquer : « Jamais nous ne retrouverons ce rapport de force. Si on ne court pas le risque maintenant, on ne le courra plus jamais ».

## CULTUREL

### Le Mans : succès des 24 heures du livre

Correspondant Le Mans.

Plusieurs dizaines de stands d'organisations culturelles, populaires, de partis politiques rassemblés au centre-ville, plus d'une dizaine de milliers de personnes qui ont pu feuilleter, acheter des livres, des affiches, discuter, écouter, regarder les troupes folkloriques : la deuxième édition des vingt-quatre heures du Livre du Mans a véritablement été un grand succès, une grande fête populaire et culturelle.

CETTE année, les vingt-quatre heures du Livre n'ont pas pu rester dans le cadre du parking de la place de la République et ont débordé dans les rues voisines. Rue de Bolton vers 16 h, une foule immense pouvait regarder une troupe de musiciens danseurs, le stand de la CFDT, tout proche

était inaccessible tant il était entouré. Plus loin, au stand du groupe folklorique sarthois « La truie qui file », on pouvait écouter de la musique traditionnelle jouée sur des instruments anciens.

Sous le parking, plusieurs dizaines d'écrivains consacraient leurs livres, plus loin, forte affluence aux stands de « Terre des hommes », du MRAP, de l'Association médicale franco-palestinienne, là on vend des affiches, on discute... « Pourquoi les Arabes ne peuvent-ils pas s'entendre ? », demande quelqu'un à un militant.

Au stand des Amitiés franco-chinoises, les militants sont contents : les ventes ont été importantes, plus de posters chinois ou alors seulement sur commande... sur les tables de nombreux livres, brochures éparpillées... nombreux sont ceux qui ont feuilleté, fouillé avant d'acheter.

C'est avenue général de Gaulle que se trouve le stand du Parti. Des brochures, des numéros du journal, mais aussi beaucoup de livres : Tillon, Chabrol, Vaillant-Couturier, des romans d'aujourd'hui et d'hier,

aux côtés de classiques du marxisme-léninisme. Près de 500 F de recette dans la journée ce qui fait une bonne augmentation par rapport à l'année dernière (300 F). Des dizaines de vieux journaux distribués gratuitement, un tract pour faire connaître le journal : le bilan est positif.

Ça et là, des gens à l'allure guindée, regardent du fond de leur stand, un peu étrangers à la fête. Militants du CDS, de « Laissez-les vivre » (!), de divers organisations de droite ne sont pas particulièrement à l'aise.

Il est difficile de décrire cette journée du 19 mai. De nombreux stands intéressants n'ont pas été cités ici, nombre d'initiatives, de débats, de spectacles ne sont pas mentionnés, sans compter l'exposition de livres pour enfants qui se situait place de l'Eperon...

OUI, dans sa formule actuelle, les vingt-quatre heures du Livre constituent un grand événement dans la vie politique et culturelle au Mans, il est souhaitable qu'ils se poursuivent dans le même esprit.

## BLOC-NOTES

PARIS Meeting de soutien au peuple comorien.

Ce meeting est organisé par l'Association des stagiaires et étudiants des Comores. Il aura lieu le vendredi 1er juin à 19 h 30 à la salle de l'AGECA (177, rue de Charonne, métro Alexandre Dumas).

RIVE-DE-GIER Rassemblement ouvrier « Contre le chômage, la parole aux travailleurs ».

Avec ce rassemblement, le PCML veut offrir une tribune à tous les travailleurs en lutte. Des forums se tiendront en permanence afin de permettre d'échanger des expériences de lutte, de les populariser. A ce rassemblement, tous pourront prendre la parole. Des sidérurgistes du Nord et de Lorraine, des travailleurs d'entreprises de la région et d'ailleurs seront présents. Le PCML fera une intervention centrale. Au programme également, une partie culturelle avec la troupe des « Trois valets » et un groupe de chanteurs kabyles. Ce rassemblement aura lieu le samedi 9 juin au Jardin des Plantes à partir de 14 heures.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES AU QUOTIDIEN

Trois pages de notre édition quotidienne datée du 6 juin seront consacrées ainsi que le gros titre à notre campagne. L'édition suivante rappellera les grands faits historiques de solidarité entre les peuples européens. Nous ferons ensuite connaître la Grande-Bretagne, le Portugal, l'Italie, le Danemark. Passez vos commandes.

FESTIVAL ANTIRACISTE A GRENOBLE Samedi 2 juin, à l'Alpexpo à partir de 14 heures.

Le CASSE (Centre d'animation et de spectacles socio-éducatifs) organise à Grenoble un festival antiraciste. La chose est assez unique pour mériter toute notre attention. D'autant que le CASSE n'en est pas à son coup d'essai. Déjà l'an dernier, par exemple, il organisait dans la cité Mistral (où l'Association a pris naissance) un concert rock avec « Starshooter », dont les bénéfices étaient revenus aux détenus du centre de rééducation de Varses.

Cette fois, les bénéfices, s'il y en a, serviront à payer des vacances à des jeunes de la cité. Au programme : Starshooter, Mahjun, Eddy Louiss et Bernard Lubat, Valéry Lagrange, Nass el Ghiwane (Maroc), Cimarones (reggae).

## Le 10 juin, diffusion de masse du bimensuel

Les sections qui veulent des exemplaires supplémentaires doivent passer leur commande avant le mardi 5 juin

Plusieurs pages seront consacrées à la loi votée au Parlement légalisant les expulsions de travailleurs immigrés. Notre correspondant régional de Provence enquête après l'odieux attentat contre des travailleurs sénégalais à Orange.

Henri Mazereau fera le point sur la lutte des résidents de la Sonacotra après les expulsions à Nanterre.

Dans sa partie magazine, ce numéro comportera un reportage réalisé à Sèvres pendant les rencontres de théâtre des troupes amateurs. Léon Cladel analyse les principales réalisations du Festival de Cannes.

Passez vos commandes à l'administration.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants.

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 201 - 75926 Paris Cédex 19.  
Nom ..... Prénom .....  
Profession .....  
Entreprise .....  
Adresse complète .....

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druésne  
Commission paritaire No 57-952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

CIT - ALCATEL  
(LA ROCHELLE)

# Un plan social pour fermer l'usine

La Rochelle est connue pour son port, ses arcades, ses rues piétonnes, son port de plaisance : premier port de plaisance sur l'Atlantique.

La Rochelle, c'est aussi la ville administrée par Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche.

La ville n'en est pas moins très touchée par la crise du système capitaliste et les restructurations : crise de la construction navale ; ici les effectifs sont passés de mille deux cent cinquante travailleurs en 1974 à neuf cents en 1979 — crise de la pêche, dans le bâtiment, dans la téléphonie, avec la liquidation à court terme de l'usine de la CIT-Alcatel, du groupe CGE, implantée à La Rochelle depuis 1971.

Ville de 80 000 habitants, La Rochelle compte plus de huit mille chômeurs. Elle vient en troisième position dans l'ordre des départements touchés par le chômage. Le département des Charentes-Maritimes compte dix sept mille chômeurs et la région du Poitou-Charentes en compte au total quarante mille six cents. S'ajoute à ce palmarès le fait d'être la région venant après le Limousin pour les bas salaires.

**D**ERNIEREMENT nous avons eu l'occasion de rencontrer pendant une soirée deux militantes syndicalistes CFDT de la CIT-Alcatel. Elles nous ont fait part sans hésitation et avec lucidité de leur analyse de la situation, de la réalité des licenciements, des pseudo-propositions de reclassement faites par la direction, des dures conditions d'une riposte efficace, de leur riche expérience de lutte en 1973 et 1976. Nous relatons ci-dessous quelques éléments tirés de ce riche échange.

## La réalité des licenciements à la CIT-Alcatel

L'usine de la CIT-Alcatel fait partie du groupe CGE, trust qui étend ses tentacules en France et dans de nombreux pays. L'usine est implantée à La Rochelle depuis 1971. En 1971, elle employait 1 052 personnes ; en mai 1979, il en reste 580. L'usine était spécialisée dans la fabrication du CP 400, production dépassée par les nouvelles innovations technologiques.

Les 400 licenciements ont été annoncés officiellement au comité d'entreprise le 12 décem-

bre 1978. Depuis, c'est la mise en place de ce qui est appelé « le plan social de reclassement ».

En janvier 1979, l'horaire de la semaine est passée à 28 heures, le reste est compensé et payé au chômage technique. Malgré la réduction d'horaire, le rendement est maintenu. En mars, il y a eu des avertissements qui sont tombés pour manque de rendement.

Depuis janvier 1979, il y a eu 138 départs volontaires. Après l'annonce du plan social, il y eu tout un travail de la maîtrise pour forcer ces départs volontaires. L'attrait des 1,5 million, comprenant le montant des deux mois de préavis, la prime de participation débloquée pour la circonstance, etc. a quelque peu joué et forcé la main. A l'époque, il y avait également en discussion le projet de réforme du chômage économique. Certaines ont pensé préférable de partir rapidement et de bénéficier ainsi de l'ancienne réglementation.

A l'heure actuelle, le calendrier des licenciements s'annonce de la manière suivante :

- 80 licenciements en juillet-août 1979 ;
- 80 licenciements en septembre ;
- 50 licenciements en octobre 1979.

Théoriquement, les quelque 300 personnes qui resteront travailleront 28 heures par semaine, sans compensation pos-

sible par le chômage technique.

## La question des reclassements

« Pas de licenciements sans reclassement » avait annoncé le préfet lors d'une séance du conseil général. Alors, comme il s'agit dans le cas présent d'un licenciement structurel, la direction s'emploie à faire des propositions de reclassement.

Pour beaucoup, ces propositions ne font pas illusion. « On connaît le problème de l'emploi, on sait que les usines ne poussent pas par magie » dit d'ailleurs l'une des militantes syndicales présentes. La direction et le gouvernement n'hésitent pas à claquer des millions pour des formations bidons au terme desquelles les stagiaires se retrouveront sans nul doute au chômage.

Certaines ont déjà suivi un stage d'un mois à Paris en vue de passer le concours pour entrer dans les PTT. Au total, 80 000 candidats pour 3 000 postes, tous dans la région parisienne.

Dans l'usine, on affiche régulièrement des offres d'embauche, plus ou moins évidentes. Autre ficelle encore, dans une usine à Surgères, dans laquelle il y a un ou des emplois proposés, celles qui accepteront le poste devront acheter leur matériel de travail (caisse, outils) pour une valeur de 150 000 AF, remboursables ensuite par tranche de 3 %.

Chaque entreprise qui embauchera du personnel de la CIT percevra une somme de 1,5 million par personne. Les deux délégués voient ainsi le problème : il s'agit là d'une tactique habile de la direction : ceux et celles qui refuseront ces propositions inacceptables auront par la suite l'opinion publique contre eux. Ceux qui devront s'inscrire à l'ANPE seront les fainéants — ceux qui ne veulent pas travailler et profiter de la société.

## La mobilisation dans l'entreprise et au-delà

La mobilisation est difficile. Ce n'est pas l'offensive. Mais presque chaque semaine, il y a des actions qui partent spontanément. Par des actions minoritaires dans l'entreprise, des débrayages réguliers, on pense être parvenu à repousser les licenciements de six mois. A Troyes, par exemple, à l'usine de la CIT, les licenciements ont été annoncés plus tardivement, mais l'affaire est déjà classée.

D'autre part, la direction est très avare sur la diffusion des informations. Celles-ci viennent plus vite par l'extérieur, par les pouvoirs publics. Les informations diffusées avec parcimonie volontairement ne favorisent pas la mobilisation.

Les contradictions du travail parfaitement inutile et fatigant nerveusement sont aussi ressenties. Par exemple, certaines femmes sont occupées à retirer des pointes fixées sur des planches. Dans les ordures municipales, à quelques kilomètres de là, on retrouve d'un côté les planches et de l'autre les pointes. Et l'on pourrait encore citer des exemples de travaux aberrants qui n'ont absolument aucune utilité. Quel gâchis humain et social !

Il n'y a pas non plus de véritable soutien extérieur, venant des entreprises de la ville ou encore des structures syndicales locales. Il n'y a pas de contact avec l'usine de Saintes à 75 km de là parce que là-bas, il n'y a pas de section syndicale CFDT. Pas de véritable coordination au niveau de toute la branche non plus.

D'autre part, on souligne les faibles moyens financiers de la section qui limitent les possibilités d'action d'information, de diffusion de tracts...

D'un côté, il y a une combativité, un potentiel de lutte et de riposte mais il y a aussi l'isolement, l'absence de perspectives, le manque de solidarité. Les deux militantes syndicales disaient : « On ne sait pas dans quelles conditions nous allons être licenciées, mais c'est certain, on reviendra sur les lieux de travail après avoir reçu nos lettres de licenciement ».

## Quelques mots sur les luttes de 73 et 76

Les deux militantes syndicales nous ont parlé avec beaucoup de passion de deux luttes menées il y a quelques années et encore bien vivantes dans les es-

prits. Leur témoignage démontre que c'est dans la lutte de classe quotidienne ou dans ses temps forts, comme une grève par exemple, que progresse la conscience syndicale, que s'éduque la conscience politique, la conscience de classe.

L'histoire de la CIT-Alcatel à La Rochelle, c'est aussi l'histoire d'une résistance et d'une lutte contre l'exploitation, le mépris, contre la répression syndicale sous diverses formes. Quelques avantages ont été acquis lors des grèves de 1973 et 1976. Par exemple, en 1973, ont été obtenus :

- Le blocage du rendement pour les femmes enceintes ;
- Une journée (par an, indépendamment du nombre d'enfants) de congé payé pour soigner un enfant ;
- L'intégration d'une prime d'équipe dans le salaire de base.

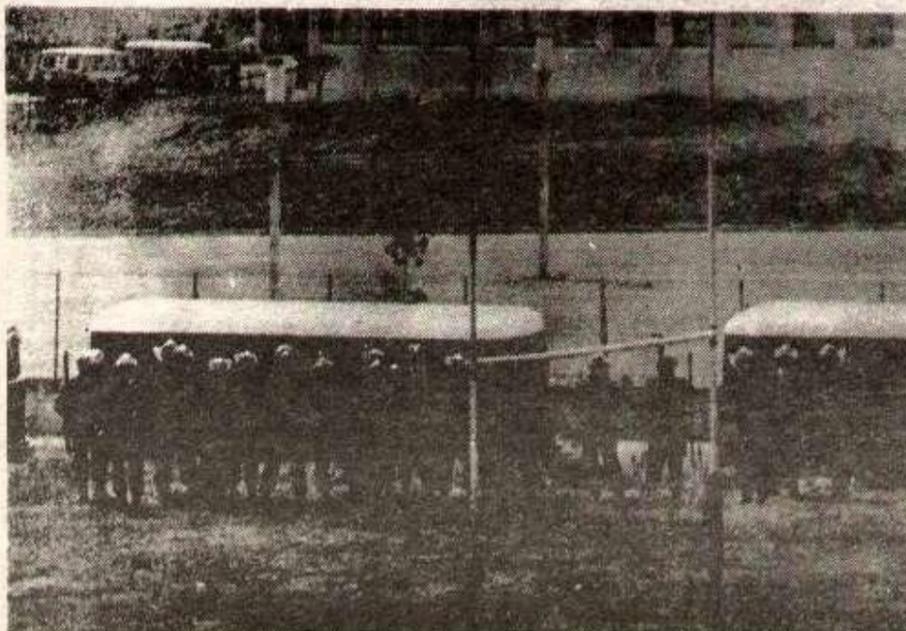
Il s'agissait d'une grève dure, avec piquet de grève, occupation, séquestration, affrontement avec les CRS.

A l'issue de cette grève de cinq semaines, la syndicalisation a progressé, les sections syndicales CFDT et CGT se sont renforcées.

L'ennemi ne s'est d'ailleurs pas trompé sur les résultats et a développé sa propre contre-offensive. C'est à cette époque que la direction a cherché à implanter la CSL (ex-CFT) qui n'a d'ailleurs pas survécu très longtemps. Les grévistes se sont vu sucrer leur prime de fin d'année (prime antigreve et anti-absentéisme) et surtout elle a été distribuée et partagée de manière arrogante aux non-grévistes. Véritable acte de violence de la part de la direction.

En 1976, l'usine de la CIT a participé activement à la grève générale de plusieurs semaines déclenchée par l'entreprise Alstom et qui s'est généralisée dans toute la métallurgie de La Rochelle. Grève à l'issue de laquelle il a été obtenu la journée de la voile.

Les 400 licenciements à la CIT-Alcatel de La Rochelle font bel et bien partie du plan de restructuration de la production électronique. Les travailleurs de La Rochelle sont dans les tout premiers frappés par le plan de licenciements massifs prévus dans le secteur de la téléphonie ; et comme l'affirmait la déléguée CGT de la CIT lors de son intervention, fortement applaudie, à la tribune des assises pour l'emploi le 9 février : « Les licenciements ne sont pas une fatalité. Les licenciements à la CIT sont l'affaire de tous les travailleurs. Pour vaincre, nous avons besoin de la solidarité et du soutien des autres entreprises et de toute la classe ouvrière pour vaincre ».



CIT-Alcatel (La Rochelle). La mobilisation est difficile aujourd'hui mais la combativité existe comme le montre l'importance de la répression de la grève de 1973